

# BILAN ET LECTURE INTERLIGNE DES MOBILES PROFONDS DU MOUVEMENT DU 03 AOUT 2005 SOIXANTE QUINZE JOURS APRES SON AVENEMENT

PAR MOHAMED ABDALLAHI OULD DMINE  
INGÉNIEUR GÉNIE CIVIL  
TEL. 623 35 02

## 1ere Partie :

P our mieux comprendre les motivations profondes du changement de cap et d'approche (si on peut ainsi s'exprimer) intervenu depuis le 03 août 2005, il convient de rappeler en premier lieu ce qu'étaient notre nouveau chef d'Etat et notre "nouveau" premier ministre dans l'ancien système de Maawiya :

Ely Ould Mohamed Vall : Vingt ans durant, Directeur Général de la Sûreté Nationale, tous les dossiers sécuritaires des personnes emprisonnées sous le régime de Maawiya étaient initiés et confectionnés par lui (tous les prisonniers libérés aujourd'hui par lui ont été incarcérés au vu de ses propres enquêtes). Notre nouveau Chef d'Etat passe pour être l'un des plus grands propriétaires fonciers de Nouakchott.

Sidi Mohamed Ould Boubacar : Sous l'ancien régime, notre "nouveau ancien" premier ministre a occupé successivement les fonctions suivantes : directeur du budget, trésorier général, ministre des finances, premier ministre, secrétaire général du PRDS, ministre secrétaire général de la présidence, ministre directeur du cabinet du président de la république, ambassadeur en France. "Ce volcan sur lequel nous sommes tous assis, ces chiffres maquillés, vernissés" ne sont rien d'autre que leur propre œuvre.

Durant tout leur cheminement dans toutes ces importantes fonctions, nos deux nouveaux chefs ne se sont jamais inscrits en faux par rapport aux pratiques anciennes ni en aucun moment dénoncé l'ancien régime qu'ils servaient promptement avec un dévouement absolu. ~~Etait-ce une complexité, une lâcheté ou une peur d'être limogé ?~~

Pourtant, plusieurs fils dignes de ce pays avaient refusé la complexité et la compromission tel que : Feu Ahmed O/ Zein, à l'époque Gouverneur de la BCM, qui malgré l'insistance de Maawiya avait refusé de signer la dévaluation de l'ouguiya dont il n'était point convaincu ce qui lui avait valu sa relève et son remplacement par Moustapha O/ Abderrahmane qui fit la besogne ; Mohamed O/ Horma, nouvel inspecteur général qui refusa à l'époque la compromission en tant que Trésorier Général (il fut relevé et muté Directeur Général des Impôts) là encore malgré l'insistance de son ministre il rejeta catégoriquement la signature des permis d'occuper des terrains au profit des personnages fictifs ce qui lui avait coûté son poste. Voilà des exemples dignes de probité morale inscrits en lettres d'or à l'actif de ces honorables fils du pays.

Soixante quinze jours de règne, c'est très peu, me diriez-vous par rapport à vingt quatre mois qui sont la durée fixée pour la période transitoire mais aussi c'est beaucoup pour une nation qui se cherche et vit dans l'expectative et les cauchemars (car environ 10% du délai sont consommés). Pendant ce laps de temps, les mauritaniens ont eu seulement droit à la maigre consolation de résolution des équations suivantes :

### Maawiya égal Ely O/ Mohamed Vall Parlement égal CMJD

Partis politiques tous confondus (majorité présidentielle plus opposition) égal PRDS décapité (ou tout le monde se chamailla, se dénigre, se bouscule devant les portes du CMJD et de la primature pour nouer des alliances et pour de nouveaux recrutements).  
Sidi Mohamed Ould Boubacar 1er plus Cheikh El Avia plus Sghair O/ Med MBarek égal Sidi Med O/ Boubacar au carré, nouveau premier ministre.  
Cheikh Sid'Ahmed O/ Baba plus Bouleha O/ Mogueya 1er plus Sidi Med O/ Boubacar plus Med Yehdi O/ Mactar El Hassen plus Louleid O/ Wedad égal Bouleha O/ Mogueya au carré, maintenu secrétaire général du PRDS  
Forum du RDU pour les valeurs démocratiques

tiques et la citoyenneté égal trois commissions inter ministérielles : processus démocratique, justice et bonne gouvernance (le CMJD destitue Ahmed O/ Sidi Baba de la présidence de son cher forum et s'empare du travail de ses commissions qu'il fait sien).

Qu'est-ce qui a changé dans le système ? Une seule pièce, Maawiya out ! Jugé persona non grata par ses amis, ceux-là mêmes qu'il a investis de pouvoirs politiques et financiers des plus étendus, qu'il a moulés et façonnés dans sa propre école, ceux-là mêmes qu'il a laissés paître dans toute l'économie du pays sans interdits ni limites pourvu que leur soutien lui soit acquis.

En examinant le comportement de nos nouveaux gouvernants, force est de constater et de confirmer ce dont on était convaincu du reste à savoir qu'il n'existe pas de contradictions décelables entre eux et leur ex-idole, ni de contentieux à régler. Ils reprochent surtout à Maawiya d'avoir érigé un système de logique et logistique électoralistes dans lesquelles il s'est enfoncé favorisant le pourrissement d'une très grande sédimentation de problèmes sociaux.

A leurs yeux, l'ex président, complètement détourné des préoccupations quotidiennes des citoyens s'occupait plutôt d'autres thèmes de diversion qui lui étaient très chers (le sécuritaire, l'analphabétisme, la pauvreté, etc.) sans grand intérêt pour les populations autour desquels il mobilisait ses courtisans en leur distribuant les prébendes nécessaires en fonction de leur degré d'allégeance et des courbettes du moment. Cette situation délétère perdurait, ne laissait échapper aucune leur d'espoir de changement pacifique à l'horizon au point que les candidats à cette révolution de palais étaient hantés de plus en plus par une peur bleue pour leurs fortunes et pour eux mêmes d'où est née l'idée de se sécuriser, sécuriser leurs biens et les leurs. L'homme a été liquidé mais son système textuellement gardé. Sans Maawiya, (seul manquant à l'appel, les absents ont toujours torts) le train du gâchis toujours bondé des mêmes laudateurs corrompus et hypocrites continue sa marche sans balisage au gré des incertitudes vers une destination qui demeure inconnue. Une autre différence de taille, cette fois-ci encore, la caravane s'ébranle sans son éternel chien aboyeur qu'est l'opposition (cette dernière est désormais réduite au silence même quand le Chef du CMJD reçoit l'ambassadeur d'Israël, confirme le maintien des relations avec l'Etat Hébreu, somme toute normale et refuse de se conformer à l'amnistie décrétée pour libérer les éléments du GSPC. Personne de l'opposition ne condamne ni même commente ces actes qui, sous l'ancien régime, déclenchaient des torrents de critiques acerbes, des blocages de circulation, des incendies de pneus, bref l'apparence d'un climat d'insurrection.

## 1. PROCESSUS DEMOCRATIQUE :

Vous étiez aux premières loges sous Maawiya et vous demeurez dans cette position aujourd'hui. La situation semble être assez grave, sérieuse et très loin d'être maîtrisée sur tous les plans (sécuritaire, économique, sociale et politique). Cette période transitoire se caractérise déjà par de véritables tâtonnements et des errements très légers et dangereux. Après vous en avoir donné l'avant goût assez bref ci-dessus, je vais tenter d'évaluer ci-après l'action gouvernementale (bilan) de nos décideurs et d'analyser les perspectives qu'ils nous offrent, goûtons donc ensemble à ce banquet brandi, à ce festin copieusement médiatisé :  
L'emballement et l'engouement que certains citoyens avaient manifestés au lendemain du 03 août 2005 s'estompent pour laisser place au doute et à l'insécurité économique. Prématurément, la période de grâce que le peuple avait accordé au CMJD commence à s'effriter au fil des jours et certaines mauvaises langues affirment déjà que la montagne a accouché d'une souris. En effet, les

dernières sorties médiatiques multiples du Président du CMJD et du Premier Ministre ont engendré aussitôt une théaurisation sans précédent (réaffectation excessive de la monnaie) et ont créé la méfiance chez tous les investisseurs nationaux et étrangers. Au lieu de chercher à nous redonner confiance par un discours officiel revalorisé, cohérent et crédible, nos décideurs ont emprunté une trajectoire inverse exagérément surestimée qui nous a fait peur et qui verse dans la passion aveugle frôlant même la vulgarité en utilisant des termes excessifs ("nous sommes assis sur un volcan, tout est vernissé, chiffres maquillés, pays comparé à une épicerie pleine de boîtes de conserves périmées").  
A défaut d'une vision claire et mesurée de la situation du pays, nos dirigeants ont dérogé tout simplement à la bienséance morale et n'ont pas su se hisser à la hauteur de vue qu'impose la complexité des problèmes à traiter. Au fait, le scénario qu'on nous a servi est le suivant :

Il s'est agi tout simplement d'une transposition de combat, car sous l'ancien régime, le spectre du putschiste Hanena planait au dessus de nos têtes, Maawiya s'en prenait sans merci aux leaders d'opinions (Baahistes, Flamistes, Islamistes, etc.) et laissait les agents de l'Etat en toute liberté se livrer aux détournements, aux gaspillages et toutes formes d'injustice dans l'impunité totale tandis que sous le régime militaire actuel, c'est l'ombre du retour de Maawiya qui nous hante, les criminels sanguinaires sont libérés, la chasse aux sorcières vise les commis de l'Etat qui sont limogés de la manière la plus condamnable, laissés en errance sans même être repassés, sans aucune forme d'orthodoxie administrative (des départements ministériels entiers sont vidés totalement : Ministre, Secrétaire Général, Directeurs, personne n'est épargnée ne se reste que pour assurer le suivi et l'exécution de "certains" dossiers assez complexes, donc un vide criant dans la continuité du service public).

La méfiance des compétences continues, la médiocrité ambiante et la banalisation de la classe publique prennent le dessus dans le choix des nouveaux promus qui sont recrutés dans le parti Etat, le PRDS (vous me direz qu'il n'est pas logique de reprocher à Sidi Med O/ Boubacar, ancien secrétaire général du PRDS, de favoriser son parti par des recrutements en son sein ni même de réserver 50% des postes clés déjà pourvus essentiellement à deux régions données en l'occurrence le Tarza et le Brakna natal). Ainsi va le rangement maintes fois martelé par le président du CMJD dans toutes ses interviews floues et répétitives jusqu'à la monotonie (croyez-moi, tout va changer"). Quel changement et salue le dégât dans cet Etat fiction !

Un Chef d'Etat et un Premier Ministre doivent peser plus lourd, jamais se prêter à ce genre de jeu d'interviews à bâtons rompus pour de piètres événements de dénigrement et créer une psychose de peur et d'insécurité économiques dans nos esprits et dans ceux des investisseurs. Certaines réserves d'Etat imposent et doivent être observées. Quel est l'Etat au monde qui n'est pas endetté à commencer par les USA, la France, l'Allemagne et l'Arabie Saoudite premier producteur mondial du pétrole ? On aurait souhité que nos décideurs planchent sur les problèmes sérieux qui nous assaillent : l'inflation, la monnaie (marché noir), l'éducation, la santé, comment réinvestir les 841 millions de dollars représentant notre dette effacée (20 milliards d'ouguiyas, c'est énorme, etc.). Nous définir une grande vision à court, moyen et long terme pour notre devenir avec une grande clarté d'esprit et non se rabaisser à ce genre de griotisme effligeant.

Maawiya nous divertissait avec ses maisons du livre et sa lutte contre la pauvreté, de temps en temps rompait la monotonie (genre discours Kiffa) avec un discours plein de signaux forts prometteurs qui se dissipaient avant même de naître.

Jusqu'à quand vous allez continuer à tirer sur l'ancien régime, dénoncer ses pratiques,

vos pratiques ? Maawiya appartient au passé comme tous ses prédécesseurs, laissez-les en paix comme ils nous ont quitté, ils ne sont plus personnages publics et ne nous intéressent plus. Venez là où le peuple vous attend, soyez au rendez vous, armez vous du sens de la rationalité, du discernement, de la hauteur de vue, de la capacité d'analyse sereine objective et claire. Evitons de confiner le débat dans un cercle restreint de bassesses stériles sans lendemain.

La Mauritanie ne se gouverne ni avec le laisser-aller, ni avec la répression mais une voie médiane. Vous avez un parcours très difficile à faire, semé d'embûches et nous comprenons parfaitement les quelques ratés déjà constatés mais de grâce, écoutez l'opinion publique nationale qui demeure seul juge du jeu démocratique.

Organisez des rencontres avec des notabilités avérées, des intellectuels et sages d'un certain apport positif capable de donner et de recevoir au lieu de perdre votre temps à recevoir des illettrés minables qui ne savent même pas s'exprimer dans leur langue maternelle sous simple prétexte qu'ils détiennent un récépissé plaisant de ceci ou de cela.

Ce ballet des partis fictifs et de journalistes fiction vers la présidence a banalisé tout ce processus. A les entendre s'exprimer dans les médias d'Etat, notre honte atteint son comble. Les 29 partis officiellement reconnus n'existent que dans l'esprit de leurs créateurs exceptés les 7 parmi eux qui sont représentés au parlement, tous les autres ne sont que des partillons fiction sans adhérents ni siège qui ne font que se chamailler et se dénigrer. Les 578 organes de presse autorisés ne sont pas plus nantis exception faite d'une dizaine de titres qui existent effectivement et paraissent régulièrement. Si l'on veut réellement réhabiliter et revaloriser les partis politiques et les organes de presse, il est absolument nécessaire de retirer tous les récépissés d'agrément des journaux et partillons sans existence réelle.

La classe politique composée des partis représentés au parlement se caractérise elle aussi par la désétude et le manque d'incohérence du discours politique qu'elle fredonne depuis belle lurette. Les présidents des partis rabâchent toujours les mêmes récitation qui nous divisent en Hartani, Kowri ou Bidhani ce qui est l'évidence même sans jamais être un handicap. Cette classe politique a atteint ses limites. Il nous faut une nouvelle génération de familles politiques capables d'accompagner nos mutations. Le peuple aspire au changement, le départ de Maawiya n'est qu'une partie de ce changement.

Le mea culpa des dirigeants du PRDS est très grave, dénote de leur culpabilité et leurs malhonnêtetés entretenues 20 ans durant. Ces responsables doivent demander pardon à la collectivité nationale en le promettant de se retirer de la politique et tomber dans l'oubli pour laisser place à une autre génération d'hommes propres.

Nous devons débattre, orienter et façonner cet outil que nous voulons mettre au point pour notre démocratie, élaborer une plate forme d'idées nous permettant d'envisager plusieurs variantes, plusieurs choix. La complexité du monde actuel nous impose pour survivre la mise en place d'un Etat fort et une démocratie réelle moulée dans notre spécificité culturelle et conforme à notre foi islamique. Nous avons le devoir de mettre au point des institutions dotées de moyens matériels et humains aptes à offrir aux citoyens un cadre social d'épanouissement auquel ils aspirent.

# BILAN ET LECTURE INTERLIGNE DES MOBILES PROFONDS DU MOUVEMENT DU 03 AOUT 2005 SOIXANTE QUINZE JOURS APRES SON AVENEMENT

PAR MOHAMED ABDALLAHI  
OULD DMINE  
INGÉNIEUR GÉNIE CIVIL  
TÉL. 623 35 02-

## Il eme partie:

### 2. AU PLAN SECURITAIRE :

Il est temps de mettre fin à cette hantise de nébuleuse islamiste par des lois claires et sans équivoque. Ceux qui veulent faire la politique, qui en ont le goût et la vocation, n'ont qu'à se diriger vers les partis politiques. Quant aux hommes religieux propagateurs de l'Islam, leurs tribunes se trouvent dans nos respectueuses mosquées. Assez donc de ces amalgames interminables qui confondent politique et religion.

Le CMJD a libéré les criminels sanguinaires cavaliers du changement. Où sont passées leurs armes qui étaient ensevelies dans le désert ? De mon point de vue et pour des raisons de sécurité, l'armement qui était détenu

par ces aventuriers doit être récupéré très rapidement. Il importe aussi d'interdire par une loi à tout putschiste de se présenter à un poste électif.

Les familles mécontentes des 5 colonels victimes de l'épuration opérée à la tête des forces armées se mobilisent certainement contre vous. Ne pensez-vous pas qu'il y'a lieu de reconsidérer la mesure les concernant et réhabiliter leurs fils ? Les injustices tuées et longtemps comprimées finissent toujours par éclater un jour. Maawiya l'a appris à ses dépens.

### 3. JUSTICE -

#### CHOIX DES HOMMES :

On parle beaucoup de réforme de la jus-

tice mais rien de concret n'est perceptible qui nous permet d'en débattre. Par contre, ce qui est sûr est que l'Etat, sous votre règne, a commis déjà de grandes injustices vis à vis de ses serviteurs en les limogeant en série sans motif avéré (l'adage populaire dit : " si l'attaque vient de la montagne, où trouver refuge ?"). L'Etat doit commencer par être juste lui-même. Tout le monde est unanime que les derniers chambardements intervenus dans l'administration étaient injustes et injustifiés : des compétences d'une qualité rare sont renvoyées sans aucune raison valable (cas de Thiam Samba de la SNDE et Heyine de la SNIM que rien ne saurait justifier, par exemple). Des inconnus sans aucune expérience bénéficient de promotions fulgurantes, non méritées, aucun critère d'orthodoxie n'est observé (talent, expérience, mérite, génie créateur).

L'hégémonie tentaculaire du PRDS continue ses ravages rafflant presque toutes les nominations. La mémoire de l'Etat disparaît dans cette confusion de mauvais choix et les équilibres sont rompus. A l'exception de quelques 6 éléments, tous les membres du gouvernement transitoire sont incompetents et sans aucune expérience. Ils n'ont ni niveau intellectuel, ni stature et rien ne les prédispose à leurs fonctions actuelles.

Nos décideurs ont fait du neuf avec de l'ancien mais surtout avec un ancien inconnu, inexpérimenté et incompetent. La justice veut aussi qu'on réhabilite les 5 colonels anciens chefs des forces armées, qu'on relaxe les éléments du GSPC restés en prison qui doivent bénéficier comme tout le monde de l'amnistie qui a été décrétée.

### 3. BONNE GOUVERNANCE :

Le processus de changement promis a été certes enclenché irrémédiablement mais l'Etat tel qu'on est en train de le restructurer, de le faire fonctionner actuellement ne ressemblera plus à rien du tout et sera ingérable au moment de le passer au futur gouvernement qui sera issu de la période trans-

itoire.

L'actuel gouvernement, on ne le dira jamais assez, est exactement la continuité des gouvernements anciens dans le style, dans le comportement et les méthodes avec une très nette régression du point de vue connaissance, approche et éthique. Tout continue à fonctionner comme auparavant avec le même train de vie et les mêmes hommes sinon pire. Les chantiers attendus pour la survie du pays ne sont pas identifiés, les tergiversations stériles se perpétuent. On s'occupe des apparences au lieu des questions de fonds. Les tâtonnements doivent laisser place désormais à la méditation créatrice, enrâcler les bonnes habitudes saines dans nos comportements quotidiens, investir nos immenses potentialités humaines dans le bon sens pour sécuriser notre avenir, immuniser l'Etat contre deux maux majeurs qui sont l'ethnie et la tribu. Pour ce faire, il nous faut des hommes propres, expérimentés et compétents.

Le mouvement rectificatif du 03 août 2005 ne les a pas encore choisis. Il est nécessaire de stimuler chez les commis de l'Etat des sentiments de civisme, de conscience professionnelle, de citoyenneté tout court.

Pour créer ces valeurs hautement républicaines que les agents de l'Etat sont censés incarner, il faut obligatoirement mettre les serviteurs de l'Etat à l'abri du besoin par l'octroi de salaires leur permettant de vivre dignement. Toute bonne gouvernance qui se veut efficace, toute moralisation de la gestion publique passent nécessairement par là. L'éradication de la corruption et des détournements est liée à l'attribution de salaires raisonnables aux responsables administratifs. Les causes du gaspillage et du laisser-aller sont consécutive à la mauvaise situation matérielle dans laquelle se débattent les fonctionnaires.

La création de la nouvelle inspection générale n'est qu'une charge supplémentaire pour l'Etat qui ne se justifie pas du reste

parce qu'il y'a déjà la Cour des Comptes, des inspections générales dans chaque département ministériel (aux finances notamment, il aurait fallu plutôt demander à ces institutions existantes de jouer le rôle qui leur est assigné au lieu de créer des charges de plus surtout en période de vaches maigres). Voici là un aspect de la mauvaise gestion tant décriée.

### 4. AU PLAN ECONOMIQUE :

Sur le plan économique, nos décideurs nous affirment que tous les dignitaires de l'économie sont au rouge, parlent de déficit de 72 milliards d'ouguiya mais oublient de nous dire si ce déficit tant mis en exergue correspond à des investissements justifiés par des projets concrets utiles pour le pays auquel cas il n'y a pas lieu de s'en alarmer ou si au contraire ce déficit constitue un détournement ce qui sera alors très grave et doit nous être éclairé.

Là aussi, on a omis sciemment d'évoquer les sociétés d'Etat aux bons indicateurs économiques, à la bonne santé financière tel que : le Port Autonome de Nouakchott (4 milliards d'ouguiya de liquidités), la SNIM qui n'a aucun endettement mais plutôt des réserves en fer pour une durée de cent (100) ans à raison d'une exploitation et exportation de douze (12) millions de tonnes de fer par an.

L'effacement de notre dette extérieure qui a été obtenue sous l'ancien régime passe sous silence malgré toute son importance : 841 millions de dollars (environ 220 milliards d'ouguiya). Comment envisage-t-on réinvestir cette importante manne financière ? (aucune information ni vision du futur à ce sujet).

Les exemples sont très nombreux sur le black out observé et entretenu sur les aspects positifs de notre économie. On nous présente tout en noir avec une volonté apparente de nous faire peur.